

Directive-cadre services

Lors de l'examen, le 18 janvier dernier, du premier document de travail du rapporteur Evelyne Gebhardt (PSE, Allemagne), les membres de la commission marché intérieur et protection des consommateurs du Parlement européen ont, majoritairement, exprimé leur accord sur le principe d'une directive-cadre sur les services dans le marché intérieur. Mme Gebhardt a estimé que cela permettrait de ne pas s'en remettre uniquement aux magistrats, seul Pierre Jonkheer (Verts, Belgique) a exprimé sa perplexité et ses doutes sur la nécessité de recourir à une telle directive. Selon E. Gebhardt, le caractère horizontal du champ d'application de la directive pose problème et les services d'intérêt général (SIG) doivent en être exclus, mais comme il lui semble presque impossible de définir les SIG au niveau européen, elle propose de définir, au moyen de critères, les services inclus et les services exclus. Le question du principe du pays d'origine a été le point le plus controversé. Mme Gebhardt a souligné qu'il revenait à abandonner le principe de la construction du marché intérieur par harmonisation européenne, P. Jonkheer a suggéré que la libre circulation soit organisée sur la base de la législation du pays d'accueil.

Devant l'ampleur des questions soulevées, Mme Gebhardt n'a pas pu s'engager à remettre un projet de rapport en mars. Pour sa part, le groupe socialiste a prévu d'organiser une réunion publique rassemblant des parlementaires nationaux et européens, ainsi que des experts juridiques, le 15 février prochain.

Services sociaux d'intérêt général

Le CELSIG a adressé, le 12 janvier dernier, à la Commission européenne, sa réponse au questionnaire du Comité européen de la protection sociale sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG). Outre ses commentaires et observations, le CELSIG fait cinq propositions : construire au niveau européen des références communes en matière de SIG, à travers l'énonciation de principes communs qui devraient faire l'objet de loi(s) ; définir des normes communes aux SSIG, quant à leurs spécificités, leurs missions, leurs finalités, leur qualité, etc. ; établir un diagnostic partagé sur les zones de tension existantes entre le droit communautaire et la mise en œuvre de ces SSIG, afin d'établir un encadrement communautaire adapté à leurs spécificités ; articuler le projet de directive sur les services dans le marché intérieur avec la problématique et le plan de travail découlant du Livre blanc sur les SIG, afin de lever, au bénéfice des SIG, les contradictions des deux textes, ce qui implique à ce stade d'exclure les SSIG (et les SIG) du champ d'application de la directive services ; en matière d'aides d'Etat : exempter les SSIG de l'obligation de notification préalable à la Commission européenne des aides publiques dont ils bénéficient ; faire en sorte que l'autorité publique ait le choix d'attribution directe ou de prestation directe (*in house*) pour les SSIG, sans passer par le système d'appel d'offres.

Le document dans son intégralité peut être consulté sur

www.celsig.org/documents/documents.htm

Services framework-directive

During discussions on the first working paper by rapporteur Evelyne Gebhardt (PSE, Germany), on 18th January 2005, a large majority of members of the European Parliament's committee for internal market and consumers protection, expressed approval of the principle of a framework directive on services in the internal market. Ms. Gebhardt considered that this would make it possible not to rely entirely on judges, however only Pierre Jonkheer (Greens, Belgium) expressed bewilderment and reservations on the need to resort to such a directive. According to E Gebhardt, the horizontal nature of the directive's field of application poses several problems and, services of general interest (SGI) should be excluded from it, but, as it appears almost impossible to her to define SGI at the European level, she proposes, through a set of criteria, to define, included services and excluded services. The issue of the principle of country of origin was the most controversial point. Ms. Gebhardt stressed that it amounted to abandoning the principle of the construction of the internal market through European harmonisation, P. Jonkheer suggested that the freedom of movement be organised on the basis of the legislation of the host country.

In the wake of the high number of questions raised, Ms. Gebhardt could not commit herself to giving a draft report in March. For its part, the socialist group plans to hold a public meeting bringing together national and European members of Parliament, as well as legal experts, on 15th February 2005.

Social services of general interest

On 12th January, CELSIG sent to European Commission its response to the questionnaire of the European Committee of social protection, on social services of general interest (SSGI). In addition to comments and observations, CELSIG puts forward five proposals: setting up, at the European level, common references on SGI, through laying out common principles which should become a subject for law(s); defining common standards for SSGI, as regards their particularities, missions, goals, quality, etc; establishing a shared diagnosis on the existing zones of tension between the Community legislation and the implementation of these SSGI, in order to set up a Community framework adapted to their particularities; linking the draft directive on services in the internal market with the problems and the working scheme resulting from the White Paper on SGI, in order to clear, in favour of SGI, inconsistencies between the two texts, which implies, at this stage, excluding SSGI (and SGI) from the domain of application of the services directive; on State aid: exempting SSGI from the obligation of prior notification to the European Commission of any government aid they may benefit from; making possible for public authorities to have a choice of direct attribution or direct provision (*in house*) for the SSGI, without going through the system of invitation to tender.

The complete document is available at

www.celsig.org/documents/documentsGB.htm

Espace

Le premier Conseil "Espace" s'est réuni le 25 novembre dernier à Bruxelles. Il a permis, conformément au principe consacré par le traité constitutionnel qui définit "l'espace comme une compétence européenne partagée", d'adopter un document général en vue du lancement d'un Programme spatial européen global et cohérent qui devra être précisé d'ici fin 2005.

Cour de justice

Dans un arrêt C-26/03, rendu le 11 janvier 2005, la Cour dit que l'attribution d'un marché public de services à une entreprise dont le capital est partiellement privé (société d'économie mixte), ne constitue pas une opération interne exemptée des règles communautaires de passation des marchés, quel que soit le pourcentage de capital privé dans l'entreprise.

La Cour avait été invitée à rendre une décision préjudicielle dans un litige opposant la Ville de Halle (Allemagne) à une entreprise TREA Leuna, au sujet de l'attribution d'un marché public d'enlèvement de déchets sans qu'une procédure de passation de marché ait été engagée. Par une décision du 12 décembre 2001, le Conseil municipal de Halle avait accordé ce marché à la société à responsabilité limitée, RPL Lochau, dans laquelle 75,1% du capital est détenu par la Ville de Halle et 24,9% par une société privée à responsabilité limitée, et dont le contrat de société (répartition du capital) avait été établi fin 2001 dans la perspective de la passation du marché en cause. La juridiction de renvoi interrogeait la Cour sur deux points : l'interprétation de l'article 1, paragraphe 1, de la directive 86/665/CEE du 21 décembre 1989 (modifiée 92/50 CEE et 97/52CE) relative à l'application des procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures et de travaux ; l'interprétation des articles 1.2 et 1.3, paragraphe 1, de la directive 93/38/CEE du 14 juin 1993 (modifiée 94/4/CEE) portant coordination des procédures de passation des marchés publics dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

Sur le deuxième point la Cour dit, notamment, que toute exception à l'application des règles communautaires en matière de marchés publics "est d'interprétation stricte", que "la participation, fut-elle minoritaire, d'une entreprise privée dans le capital d'une société à laquelle participe également le pouvoir adjudicateur concerné, exclut en tout état de cause que ce pouvoir adjudicateur puisse exercer sur cette société un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services". La Cour conclut que "dans l'hypothèse où un pouvoir adjudicateur a l'intention de conclure un contrat à titre onéreux portant sur des services qui relèvent du champ d'application matériel de la directive 92/50[...] avec une société juridiquement distincte de lui, dans le capital de laquelle il définit une participation avec une ou plusieurs entreprises privées, les procédures de passation de marchés publics prévues par cette directive doivent toujours être appliquées".

Sur le premier point la Cour dit que l'obligation des Etats membres d'assurer la possibilité de moyens de recours efficaces et rapides contre les décisions des pouvoirs adjudicateurs s'étend également aux décisions prises en dehors d'une procédure formelle, et en particulier à leurs décisions initiales d'engager ou non une procédure de passation de marchés publics prévue par le droit communautaire.

Space

The first "Space" Council met on 25th November 2004 in Brussels. It allowed, in accordance with the principle devoted by the constitutional treaty which defines "space as a shared European competence", the adoption of a general document for the launching of a global and coherent European Space Program which will be clarified by the end of 2005.

Court of Justice

In a judgement C-26/03, passed on 11th January 2005, the Court says that the awarding of public contracts of services to a company whose capital is partially private (semi-public company), does not constitute an internal operation, exempted from Community rules on awarding of contracts, regardless of the percentage of the private capital in the company.

The Court had been asked to make a preliminary decision in a conflict opposing the Town of Halle (Germany) to a company, TREA Leuna, on the awarding of a public contract for waste collection, without following a proper procedure for the award of contracts. In its decision of 12th December 2001, the Halle Town council had awarded this contract to the limited liability company, RPL Lochau, in which 75,1% of the capital is held by the Town of Halle and 24,9% by a private limited liability company, and whose deed of partnership (distribution of capital) had been drawn up end 2001 in view of the attribution of the market in question. The referral court questioned the Court on two points: the interpretation of article 1, paragraph 1, of the directive 86/665/EEC of 21st December 1989 (amended 92/50 EEC and 97/52EC) concerning the application of the appeal procedures as regards awarding of public contracts in supplies and works; the interpretation of articles 1.2 and 1.3, paragraph 1, of directive 93/38/CEE of 14th June 1993 (amended 94/4/EEC) concerning the coordination of procedures for the awarding of public contracts in the sectors of water, energy, transports and telecommunications.

On the second point, the Court states, in particular, that any exception to the application Community rules on public contracts "is the strict interpretation", that "the participation, albeit minor, of a private company in the capital of a company in which the contracting authority concerned also takes part, excludes under any circumstances, the possibility that this contracting authority can exert on the company a control similar to that which it exerts on its own services". The Court rules that "on the assumption that a contracting authority is brought to sign a contract for pecuniary interest relating to services within the material scope of the application of directive 92/50[.] with a company which is legally separate from it, in whose capital it has a holding together with one or more private companies, the procedures for the awarding public contracts laid down by that directive must always be applied".

On the first point, the Court says that the obligation of the Member States to ensure the possibility of the availability of rapid and effective remedies against the decisions taken by contracting authorities extends also to decisions taken outside formal award procedures and, in particular, to their initial decisions to initiate or not a procedure for awarding public contracts as envisaged by the Community legislation.